

Brochure n° 3243

Convention collective nationale

IDCC : 1504. – **POISSONNERIE**
(Commerce de détail, demi-gros et gros)

AVENANT N° 67 DU 27 FÉVRIER 2009
RELATIF À L'INDEMNISATION POUR MALADIE OU ACCIDENT
NOR : ASET0950553M
IDCC : 1504

Entre :
La CPF,
D'une part, et
La FGTA FO ;
La CSFV CFTC ;
La FNAA CFE-CGC,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

Le présent avenant a pour objet de modifier les dispositions de l'article 5.1 de la convention collective relatif à l'indemnisation des absences pour cause de maladie ou d'accident, conformément à l'accord national interprofessionnel du 19 janvier 2008, ainsi que celles de l'article 8.5 relatif à la gestion du régime.

Article 2

Nouvelle rédaction de l'article 5.1

Les dispositions de l'article 5.1 sont modifiées comme suit :

« Les salariés absents pour maladie ou accident, dûment constaté par certificat médical, à condition d'avoir justifié dans les 48 heures de leur incapacité et d'être pris en charge par la sécurité sociale, sont indemnisés pour une fraction de leur rémunération dans les conditions suivantes.

ANCIENNETÉ dans l'entreprise	NOMBRE DE JOURS indemnités sur la base de 90 % du salaire brut	NOMBRE DE JOURS indemnités sur la base de 75 % du salaire brut
De 1 an à moins de 6 ans	30	30
De 6 ans à moins de 11 ans	40	40
De 11 ans à moins de 16 ans	50	50
De 16 ans à moins de 21 ans	60	60
De 21 ans à moins de 26 ans	70	70
De 26 ans à moins de 31 ans	80	80
31 ans et plus	90	90

Lors de chaque arrêt de travail, les durées d'indemnisation commencent à courir à compter du 8^e jour si l'arrêt de travail est consécutif à la maladie et du premier jour si celui-ci est consécutif à un accident du travail (à l'exclusion des accidents de trajet) ou à une maladie professionnelle ou à une hospitalisation. »

Le reste de l'article est inchangé.

Article 3

Nouvelle rédaction de l'article 8.5

Le deuxième paragraphe de l'article 8.5 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le taux de cotisation correspondant à la gestion du régime de prévoyance et à la mutualisation des garanties prévues aux articles 3.2.4 et 5.1 de la présente convention s'élève à 0,91 % de la totalité des salaires bruts réparti de la façon suivante :

- 0,343 % au titre du régime de prévoyance (art. 8.1 à 8.4 ci-dessus), dont 0,203 % à la charge de l'employeur et 0,14 % à la charge du salarié ;
- 0,458 % au titre de l'indemnisation maladie à la charge de l'employeur en totalité ;
- 0,109 % au titre de l'indemnisation du départ en retraite à la charge de l'employeur en totalité. »

Article 4

Entrée en vigueur

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Il est à effet immédiat pour les dispositions de l'article 5.1 et au premier jour du trimestre civil suivant la publication de l'arrêté d'extension pour l'article 8.5.

Article 5

Dépôt, publicité

Conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le présent avenant sera déposé en 2 exemplaires à la direction des relations du travail de Paris et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Article 6

Extension

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 27 février 2009.

(Suivent les signatures.)